

Burundi : "C'est à un journaliste emblématique que le pouvoir s'attaque aujourd'hui"

Le Monde, 28.01.2015 Burundi : « Un journaliste accusé de crimes, sans preuves » Bob Rugurika est en prison depuis le 20 janvier. Son nom ne vous dit peut-être rien. C'est pourtant un excellent journaliste qui fait honneur à sa profession en dirigeant la radio indépendante la plus écoutée de son pays, le Burundi, la RPA pour Radio Publique Africaine. Bob est évidemment bien connu dans son pays où la radio qu'il dirige est l'un des piliers de la liberté d'expression au Burundi, une liberté conquise d'arrache-pied par une société civile courageuse et dynamique. Bob est aussi un ami pour beaucoup de journalistes, d'avocats, de responsables associatifs burundais et internationaux, car c'est un homme aussi chaleureux qu'intelligent. Bob est en prison alors que sa place devrait être dans le studio de sa radio pour informer et informer encore de manière indépendante et professionnelle ses auditeurs. Bob est accusé de complicité du meurtre odieux de trois religieuses italiennes assassinées en septembre 2014 dans leur couvent à proximité de la capitale, Bujumbura. La justice n'a apporté aucune preuve de cette complicité avant de placer Bob en détention, et n'a donné aucun élément prouvant que l'enquête de Bob était nécessaire et proportionnée par rapport aux objectifs de l'enquête sur ces meurtres. Il y a quelques mois le coordinateur des droits humains burundais, Pierre Claver Mbonimpa, avait lui aussi été arrêté, incarcéré pour avoir diffusé des informations qui déplaisaient au pouvoir en place. La remarquable mobilisation de la société civile burundaise en faveur de Pierre Claver, tardivement relayée par les gouvernements bailleurs et partenaires du Burundi, lui a permis de recouvrer la liberté et de reprendre ces activités, essentielles pour la protection des droits dans un pays dont l'histoire est tristement jalonnée de conflits meurtriers. Mais il n'a obtenu la liberté que pour raisons médicales, il tombait gravement malade en prison. Il attend toujours son procès et n'est pas autorisé à se déplacer hors de la capitale. Après la défense des droits humains, c'est donc à un journaliste emblématique que le pouvoir s'attaque aujourd'hui, alors que le climat politique est de plus en plus tendu dans le contexte des prochaines élections au Burundi en mai-2015. On peut craindre que la liste des « cibles » potentielles au sein de la société civile ne soit longue. La crispation des autorités est visible, alors que seule l'acceptation par tous les acteurs d'un débat ouvert, démocratique et pacifique pourrait permettre au Burundi de passer le cap des élections sans effusion de violences. Pour faire vivre le débat, la présence de Bob Rugurika dans son studio de la radio RPA est indispensable. Liberté pour Bob Rugurika ! Jean-Marie Fardeau, directeur du bureau français de Human Rights Watch